



© Herve Lequeux



# L'essentiel 2018-2019



## Qui sommes-nous ?

La Coalition Éducation rassemble vingt organisations de la société civile française : syndicats, associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire. Ensemble, nous revendiquons le droit à l'éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirmons que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.



La Coalition Éducation fonctionne de fait comme une association de loi 1901. Elle est portée administrativement et financièrement par une organisation cheffe de file (depuis 2015, Solidarité Laïque) et pilotée par un comité de pilotage (élu pour 3 ans) composé à date de 7 membres : Aide et Action, Humanité & Inclusion, Partage, Plan, Sgen-CFDT, Snuipp-FSU et Solidarité Laïque. Elle s'organise autour de trois groupes de travail (Communication et mobilisation citoyenne, Expertise-Terrain et Plaidoyer, Cf. p. 13) et est animée par une équipe de deux salariées engagées : Étienne Clémentine, chargée de gestion et développement et Rambaud Léa, responsable plaidoyer et communication.

**B**ien que de grands progrès aient été accomplis dans la réalisation de l'ODD 4, le droit à une éducation de qualité reste mis à mal dans les pays les plus fragiles, en particulier en Afrique subsaharienne. Sur plus de 72 millions de filles et de garçons dans le monde qui ne fréquentent pas l'école primaire, 50 % vivent dans cette région. Au Sahel, trois millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire et trois enfants sur dix acquièrent les compétences minimales attendues à la fin de l'enseignement primaire. Les conflits creusent également les inégalités dans la région. Les impacts des crises sur les filles et les personnes en situation de handicap sont démultipliés.

Le gouvernement français a fait de l'éducation une des grandes priorités du quinquennat, et s'est engagé à renforcer les partenariats. Malgré les efforts consentis ces deux dernières années, des fossés continuent de persister entre les priorités affichées par la France et la réalité de sa politique internationale. L'aide à l'éducation reste insuffisante et est gonflée par la comptabilisation de dépenses contestables qui représentaient 84 % de l'APD éducation en 2018. Par ailleurs, le soutien de la France à des acteurs privés éducatifs à but lucratif n'est pas conforme aux standards internationaux et met à mal le droit à l'éducation.

Face à ces constats, la Coalition Éducation réaffirme que l'éducation est non seulement un droit humain et un droit fondamental de tout enfant, mais également un levier pour remédier aux inégalités de toutes sortes, éliminer la pauvreté et lutter contre les changements climatiques. En 2019, pour sa

cinquième année d'existence, la Coalition a continué de défendre ce droit en interpellant les pouvoirs publics français et internationaux à l'occasion du sommet du G7. Elle a également alerté les décideurs via la publication de la troisième édition de son Observatoire et d'une étude sur la situation du Sahel. Et elle a mobilisé les citoyen-ne-s à travers de nouvelles campagnes de sensibilisation. Ce rapport retrace les activités menées et les résultats obtenus par la Coalition Éducation en 2018 et 2019, qui sont le fruit de l'engagement de ses vingt organisations membres et de son équipe salariée.

**Mathieu Cros,**  
Aide et Action, membre  
du Comité de pilotage  
de la Coalition Éducation



# Militer auprès des pouvoirs publics

Alerter pour renforcer la qualité de l'éducation dans les pays les plus pauvres et pour les populations vulnérables

## Nos actions et nos résultats

➤➤ **Quatre rapports d'analyse et de recommandations ont été publiés par la Coalition Éducation, et diffusés largement auprès des acteurs institutionnels :**

- l'*Observatoire de l'aide française à l'éducation dans les pays en développement* (février 2019),
- le rapport *Relever les défis de l'éducation dans un Sahel en crise* (avril 2019),
- les recommandations du Groupe de travail sur l'éducation de la société civile pour le G7 : *L'éducation : le levier pour un G7 équitable & transformatif* (juin 2019),
- et la *Consultation des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Centre* (juillet 2019).

➤➤ **Les positions de la Coalition sont reprises dans une série de documents politiques :**

*Stratégie française 2017-2021 pour l'éducation, la formation professionnelle et l'insertion, la résolution du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies sur le droit à l'éducation* (juillet 2018), le rapport d'Hervé Berville sur la *Modernisation de la politique partenarial de développement* (septembre 2018), le paragraphe 45 de la *Déclaration d'Erevan* (octobre 2018), et la *Résolution du Parlement européen sur l'aide à l'éducation* (novembre 2018), *Déclaration du Sommet de la Francophonie* (novembre 2018), *Déclaration du G7 2019* (août 2019), *Rapport de la Banque mondiale* (octobre 2019), etc.

➤➤ **Une progression de l'APD française à l'éducation qui fait écho aux demandes du collectif :**

200 millions d'euros alloués au Partenariat mondial pour l'éducation et une annonce de 100 millions d'euros additionnels pour l'APD bilatérale à l'éducation de base pour 2018-2020, et une augmentation de 52 millions d'euros de l'APD éducation vers les pays pauvres

prioritaires et de 30 millions d'euros vers l'Afrique subsaharienne entre 2016 et 2018.

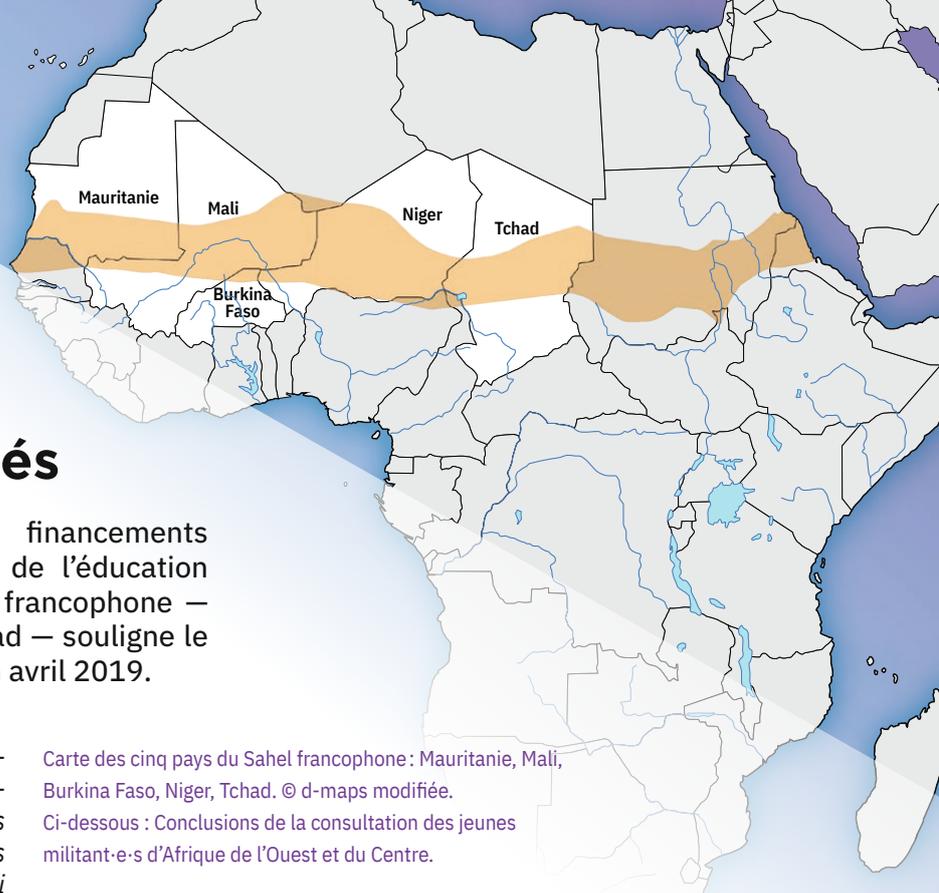
➤➤ **La Coalition Éducation a pris part à 36 réunions institutionnelles et rencontres bilatérales de haut niveau,**

dont le Président de la République en amont de l'AGNU (septembre 2018), les groupes de travail officiels de la ministérielle éducation-développement du G7 (2019), journée dialogue citoyen du G7 (juillet 2019), réunion des sherpas G7 (février 2019), audition par le groupe socialiste à l'Assemblée nationale (juillet 2019), J.-M. Châtaignier ambassadeur spécial pour le Sahel (avril 2019), l'AFD, J.-M. Gravellini coordinateur de l'Alliance Sahel (janvier 2019), déjeuner officiel des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Centre avec les ministres de l'Éducation du G5 Sahel et du Sénégal et les ministres du Développement des pays du G7 (juillet 2019).

➤➤ **Organisation de trois rencontres de haut niveau :**

Table ronde fermée à Bruxelles sur les donateurs et les acteurs privés dans l'éducation qui a rassemblé une vingtaine de participant-e-s (représentants de la SC internationale et de cinq pays européens, un eurodéputé) (juin 2018), le colloque « Relever les défis de l'éducation dans un Sahel en crise », qui a rassemblé une centaines de participant-e-s dont PME, MEAE, Alliance Sahel, représentants de la SC des cinq pays du Sahel, la rapporteure spéciale de l'ONU sur le droit à l'éducation, ECW, l'AFD, etc. Et un événement organisé conjointement avec GHA, Solidarité Sida, ACF, Oxfam, sur les inégalités en matière de santé et d'éducation, y compris dans la région du Sahel avec la remise officielle de recommandations au secrétaire d'État au développement qui a rassemblé une centaine de participant-e-s avec la présence d'acteurs de haut niveau et notamment Alice Albright (DG du PME) (juillet 2019).

Ci-dessus :  
Partage avec les  
enfants du monde,  
école Sainte-  
Claire au Burkina  
Faso, dispensaire  
trottoir,  
février 2018.



## Au Sahel, les efforts doivent être intensifiés

Malgré les efforts consentis, via des financements internationaux et domestiques, la crise de l'éducation reste aiguë dans les cinq pays du Sahel francophone — Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad — souligne le rapport de la Coalition Éducation publié en avril 2019.



*Les pays de la zone Sahel sont confrontés à des enjeux démographiques, sécuritaires et migratoires qui pèsent sur les besoins et sur les capacités de leurs systèmes éducatifs, dont les résultats figurent parmi les plus faibles au monde.»* Le Niger, le Burkina, le Mali et le Tchad font partie des pays où les enfants ont moins de chances d'être scolarisés (Unesco). Au Mali, 40% des enfants ne vont pas à l'école; au Tchad, moins de 30% des enfants achèvent leur scolarité primaire; au Burkina Faso, plus de 40% des jeunes de 15 à 24 ans sont analphabètes (ISU). Au Niger, 56% des filles ne vont pas à l'école. Moins de 10% des enfants en situation de handicap dans la région du Sahel sont scolarisés.

Intitulé «*Relever les défis de l'éducation dans un Sahel en crise*», le rapport montre l'impact des crises sur le système éducatif au Sahel et les enjeux de l'éducation. Il analyse les actions menées par les OSC.

Les facteurs persistants d'exclusion de l'école restent nombreux: la violence au sein des communautés ou des écoles, les discriminations, les mariages précoces, les frais de scolarité, l'absence de toilettes adéquates, l'insécurité des écoles, le chemin à parcourir, le travail, l'enrôlement des enfants... Le manque de ressources et de capacités locales prive les populations les plus vulnérables, les enfants et les jeunes, d'accès à des possibilités d'apprentissage sûres et pertinentes tout au long de la vie. Pourtant, l'éducation est un facteur essentiel de prévention des crises, de reconstruction ainsi que de stabilité sociale, économique et politique. Elle demeure un pilier de l'intervention de la société civile. La communauté internationale a reconnu l'urgence d'agir dans la région, marquée par la fragilité et l'instabilité de ces États, en créant l'Alliance Sahel en 2017, qui vise à répondre aux défis sécuritaires et de développement.

Carte des cinq pays du Sahel francophone: Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad. © d-maps modifiée.

Ci-dessous: Conclusions de la consultation des jeunes militant-e-s d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

**86 %**  
DES JEUNES ESTIMENT QUE  
L'ACCÈS À L'ÉDUCATION  
N'EST PAS ÉGAL  
POUR LES FILLES ET LES GARÇONS

**70 %**  
DES JEUNES PENSENT QUE LES  
FORMATIONS PROFESSIONNELLES  
EXISTANTES NE FAVORISENT PAS  
L'INSERTION SUR  
LE MARCHÉ DU TRAVAIL



### Tribune

## Une aide qui devrait cibler les besoins les plus importants

Chaque année, la Coalition Éducation publie son *Observatoire de l'aide française à l'éducation*, un document de plaidoyer qui offre une analyse détaillée de l'allocation de l'aide de la France à l'éducation. La dernière édition constate que « si des annonces doivent être saluées, un fossé subsiste entre la politique d'aide internationale à l'éducation de la France et l'ampleur des besoins ».

L'Observatoire est « l'outil » de la Coalition qui a marqué sa création et le positionnement de son plaidoyer. Il s'agit d'un levier de dialogue avec les pouvoirs publics, suscitant des échanges et des questions parlementaires sur le budget de l'APD dédié à l'éducation. C'est aussi un outil de mobilisation collective car il est corédigé et approprié par l'ensemble des membres de la Coalition.

La France a priorisé à nouveau après 2015 dans sa politique de coopération internationale l'éducation, notamment lors du CICID de février 2018 et à travers sa contribution significative au Partenariat Mondial pour l'Éducation. Avec cet outil de collecte et d'analyse des chiffres, il s'agit surtout de mesurer la détermination politique de notre pays à faire de l'éducation une vraie priorité d'action. Si l'éducation semble prioritaire en volume, dans les faits elle ne l'est pas. L'éducation de base, ne représente que 13,4% de l'aide à l'éducation bilatérale! Pourquoi? Car les trois quarts restants sont affectés à l'enseignement supérieur notamment les frais d'écologie, somme contestable au regard de la solidarité et de « l'aide au développement ». Le problème n'est pas l'accueil d'étudiants étrangers en France, mais le fait que si peu d'argent soit consacré à l'éducation de base. L'Observatoire dénonce la faiblesse, mais également la mauvaise répartition géographique de cette aide: moins de 29% de l'aide bilatérale de la France à l'éducation sont alloués à



© Léa Rambaud

*L'éducation est un outil pour bâtir une paix durable.*

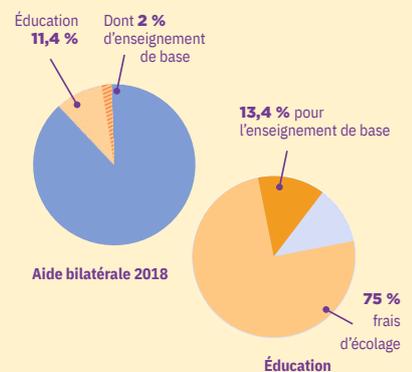
l'Afrique subsaharienne. Le rapport pointe également l'insuffisance de l'aide allouée à l'éducation de base dans les pays du Sahel qui figurent parmi les plus vulnérables au monde et les grandes priorités de la France, notamment avec le lancement de l'Alliance Sahel en juillet 2017. Malgré les discours forts de la France sur les pays du Sahel, en particulier avec le G7 accueilli par la France en 2019 qui a mis l'accent sur cette région du monde, ces pays ne reçoivent que 1% de l'aide bilatérale française à l'éducation pour soutenir l'enseignement de base. Or, nous savons l'importance d'investir dans les services sociaux essentiels pour dépasser une crise sécuritaire et humanitaire grave, car l'éducation est un outil pour bâtir une paix durable.

Dans le cadre du renouvellement de la politique de coopération et de l'augmentation de l'APD française, nous demandons à la France d'allouer 15% de l'aide totale à l'éducation, et de consacrer l'intégralité des montants additionnels à l'enseignement de base dans les pays d'Afrique subsaharienne et les pays pauvres prioritaires de l'aide, en mettant la priorité sur les populations les plus vulnérables.

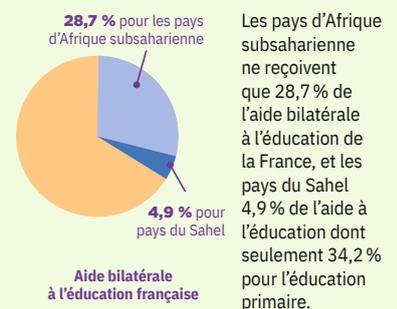
**Ce n'est qu'à l'épreuve des chiffres et des décaissements réalisés que nous pourrions véritablement mesurer la portée et la cohérence des discours et engagements politiques.**

Carole Coupez, déléguée générale adjointe de Solidarité Laïque, cheffe de file de la Coalition Éducation

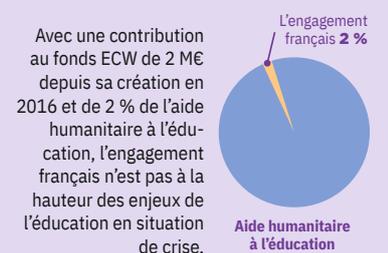
### L'aide à l'éducation



En 2018, l'éducation représentait 11,4 % du total de l'aide bilatérale française au développement. Au sein de l'aide à l'éducation, l'enseignement de base ne représentait que 13,4 %, soit seulement 2% du total de l'aide bilatérale totale. Alors que les bourses et frais d'écologie représentaient 75 %, qui plus est majoritairement alloués aux étudiants issus du Maroc, de la Chine et de l'Algérie.



Les pays d'Afrique subsaharienne ne reçoivent que 28,7% de l'aide bilatérale à l'éducation de la France, et les pays du Sahel 4,9% de l'aide à l'éducation dont seulement 34,2% pour l'éducation primaire.



Avec une contribution au fonds ECW de 2 M€ depuis sa création en 2016 et de 2% de l'aide humanitaire à l'éducation, l'engagement français n'est pas à la hauteur des enjeux de l'éducation en situation de crise.



Lutter contre la marchandisation et les abus du secteur privé

L'éducation menacée par le développement des acteurs privés

## Entretien avec Cheikh Mbow, directeur exécutif de la Cosydep (Sénégal)

**Quelles sont les conséquences du foisonnement d'initiatives privées pour la qualité de l'éducation en Afrique ?**



© Léa Rambaud

Le premier risque se trouve être l'étouffement et l'appauvrissement de l'éducation publique qui, pour des raisons diverses, est de moins en moins attrayante pour les populations. L'école publique concurrencée par le privé, perd son rôle d'instrument de démocratisation de l'instruction et de promotion sociale et économique des citoyen-ne-s.

L'implication du secteur privé comporte aussi le risque d'éloigner l'éducation de ses objectifs qui en font un service de l'État offert à tous les enfants quelles que soient leurs origines et leurs caractéristiques socio-économiques. En effet, le privé est souvent tenté par la recherche du profit. Ce qui sous-tend son action c'est moins le bien de tous que celui des familles qui ont les moyens d'accéder aux services proposés. D'où le risque de la marchandisation qui dénature l'éducation en s'éloignant de ses objectifs originels. Sur un autre plan, la pratique de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) peut être un

moyen pour exercer une pression sur les populations pour des intentions non avouées. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle, il faut être regardant par rapport aux sources de financement du système éducatif dont certaines sont susceptibles d'ôter à l'État sa souveraineté sur des questions fondamentales comme celles de l'éducation.

**En 2016, le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation a été créé. Dans quelle mesure ce type de partenariat est utile pour vous ?**

Je voudrais d'abord rappeler que la COSYDEP est membre du comité de pilotage (COFIL) du Réseau, signataire du manifeste contre la marchandisation de l'éducation; elle abrite aussi le secrétariat du Réseau. Notre Coalition a accueilli en 2016, l'atelier francophone sur la marchandisation de l'éducation et a pris part au processus d'adoption des principes d'Abidjan. Dans ce cadre, elle travaille étroitement avec la Coalition Éducation ainsi que les autres partenaires impliqués pour poursuivre et renforcer le plaidoyer en faveur du développement de services d'éducation de qualité, accessibles à toutes et tous (gratuits) et régulés par les États, en opposition à toute logique de marchandisation. La raison d'être

de la COSYDEP est de surveiller la qualité et la disponibilité de l'offre publique d'éducation. Par ailleurs, la COSYDEP dont l'un des principes directeurs est la synergie, considère le développement de partenariats comme la meilleure voie pour garantir le droit à l'éducation pour tou-te-s. Dans ce sens, nous soutenons le Réseau contre la marchandisation de l'éducation qui devrait être considéré comme un espace pour combler le manque de données sur la privatisation/marchandisation, en particulier pour les pays francophones du Sud en vue de renforcer le plaidoyer. Dans cette optique et relativement aux engagements de financement, il nous faut plus de vigilance car aujourd'hui l'aide publique au développement diminue et le peu qu'en reçoivent nos pays est aspiré par d'autres priorités comme la santé et la sécurité. Pour nous, la société civile du nord doit accentuer la pression sur les gouvernements pour le respect des engagements et plus de ressources à l'éducation. La société civile du sud est particulièrement attendue sur la production de données, la mobilisation communautaire pour l'effectivité de la reddition de comptes, le plaidoyer pour un financement endogène conséquent de l'offre publique d'éducation.

Ci-dessus :  
PARTAGE - INEPE,  
Équateur, 2019.

# Planisphère

## Interventions des membres dans le monde

- Aide et action
- Asmae
- Biblionef
- DEFI
- Essor
- GREF
- HAMAP-Humanitaire
- Handicap international – Humanité & Inclusion
- Partage
- Planète Urgence
- Plan international France
- Secours islamique France
- Solidarité laïque
- One



**HAMAP-Humanitaire**  
Burkina Faso  
Inde

**Aide et Action**  
Bhoutan  
Burkina Faso  
Bénin  
Cambodge  
Chine  
Côte d'Ivoire  
France  
Guinée  
Inde  
Laos  
Madagascar  
Mali  
Niger  
Népal  
Roumanie  
Sri Lanka  
Sénégal  
Togo  
Vietnam

**Handicap International – Humanité & Inclusion**

Algérie (camps sarahouis)	Mali
Bangladesh	Maroc
Bénin	Mozambique
Bolivie	Niger
Burkina Faso	Népal
Égypte	Ouganda
Éthiopie	Pakistan
Guinée Bissau	Palestine, Gaza
Haïti	Philippines
Indonésie	RDC
Jordanie	Rwanda
Kenya	Sénégal
Laos	Sierra Leone
Liban	Tchad
Libéria	Thaïlande
Madagascar	Togo
	Tunisie

**Plan international France**

Bénin	Chine	Niger
Burkina Faso	Égypte	Tanzanie
Cameroun	Inde	Togo

**One**  
Afrique du Sud  
Éthiopie  
Nigéria  
Sénégal

**Solidarité laïque**

Algérie	Madagascar
Bénin	Mali
Burkina Faso	Maroc
Colombie	Moldavie
Côte d'Ivoire	Niger
France	Rwanda
Guinée	Sénégal
Haïti	Sri Lanka
Liban	Tunisie

**DEFI**  
Madagascar  
Togo

**Asmae**  
Burkina Faso  
Égypte  
Inde  
Liban  
Madagascar  
Mali  
Philippines

## Une expertise de terrain

Un collectif, riche de l'expertise diversifiée et de grande qualité de ses membres présents dans plus de 56 pays.

La Coalition Éducation est, de par ses membres, riche d'une expertise diversifiée et de grande qualité qui couvre différentes sous-thématiques de l'éducation dans plus de 56 pays. Le collectif

visé à valoriser l'expertise technique de ses membres en l'exploitant dans le cadre des actions de plaidoyer. Cette approche connectant les activités de terrain et le positionnement politique des organisations est

en elle-même innovante, les deux volets étant traditionnellement peu reliés, et renforce les capacités de la société civile à jouer un rôle moteur sur la scène politique nationale et internationale.



### Bibliodef

Cameroun  
Côte d'Ivoire  
Jordanie  
La Réunion  
Libye  
Madagascar  
Maroc  
Mayotte  
Tunisie

### Planète Urgence

Bénin  
Cameroun  
Madagascar  
Togo

### ESSOR

Brésil  
France  
Guinée Bissau  
Mozambique  
Tchad

### Partage

Bénin  
Bosnie-Herzégovine  
Brésil  
Burkina Faso  
Cambodge  
Égypte  
Équateur  
France  
Haïti  
Honduras  
Inde  
Liban  
Madagascar  
Népal  
Palestine  
Roumanie  
Thaïlande  
Union des Comores  
Vietnam

### GREF

Bénin  
Comores  
différents SCAC  
Europe de l'Est  
Haïti  
Laos  
Mali  
Maroc  
Niger  
Pérou  
Sénégal  
Tunisie

### Secours islamique France

Bangladesh  
Haïti  
Irak  
Madagascar  
Mali  
Pakistan  
Sénégal  
Syrie



## Entretien avec Léa Rambaud

Responsable plaidoyer et communication de la Coalition Éducation

Une jeune fille de moins de 15 ans est mariée toutes les sept secondes dans le monde. Les mariages forcés privent d'éducation les filles.

### Comment influencez-vous les engagements de la France ?

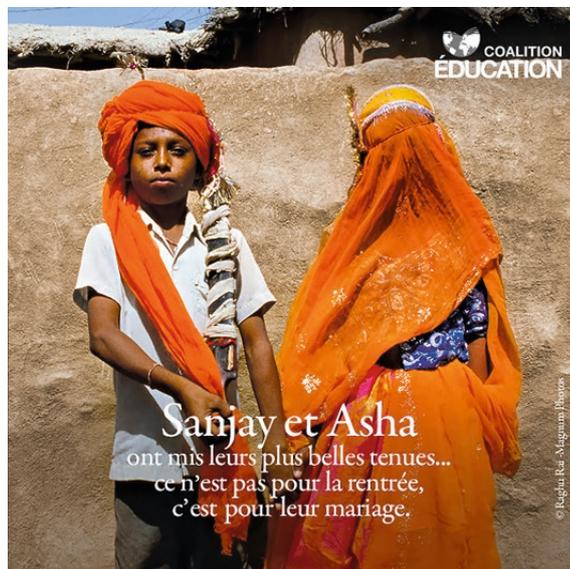
La mobilisation citoyenne est la clé pour que l'éducation devienne, au-delà des discours, une priorité pour répondre aux défis du développement et faire face aux situations de crise et d'urgence. La Coalition Éducation mène des campagnes d'envergure, portées par l'ensemble des membres, afin de donner plus de visibilité aux défis de l'éducation dans les pays du Sud et d'interpeller la France sur ses promesses. La Coalition assure une diffusion régulière de contenus d'information et d'analyse, mobilise les médias et organise des événements afin de sensibiliser et susciter une prise de conscience sur les enjeux de l'éducation dans les pays partenaires, encore trop peu visibles. Elle mobilise également les citoyen·ne·s pour interpeller les décideurs politiques. Il est important que cette mobilisation soit portée conjointement avec la société civile des secteurs du développement, des pays partenaires et des autres pays donateurs. Ce que nous faisons dans le cadre de Coordination Sud, de la Campagne mondiale pour l'éducation, mais également au sein du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, ou au niveau d'un groupe de travail qui rassemble les experts de l'éducation au niveau international, y compris les organisations de la société civile et organisations internationales.

### Les parlementaires sont-ils sensibles à votre mobilisation ?

Nous sensibilisons et mobilisons également les parlementaires chaque année. Ces actions se traduisent par des échanges et un nombre de questions écrites et orales qu'ils adressent au gouvernement pour exprimer des préoccupations sur l'aide française à l'éducation, et appuyer les positions de la Coalition.

### En 2018, la France s'est engagée à un financement de 200 millions d'euros pour le PME sur la période 2018-2020, une demande que vous avez fortement poussée. Pouvez-vous revenir sur les principales étapes de votre mobilisation ?

Nous avons, dans un premier temps, mobilisé les parlementaires autour de la diffusion de notre *Observatoire de l'aide à l'éducation* — qui mettait en lumière la faiblesse de la contribution de la France



au PME, en comparaison avec les autres pays donateurs — en leur demandant d'interpeller la France sur son engagement dans le PME. Cette mobilisation s'est accompagnée d'une stratégie de communication d'influence menée sur les réseaux sociaux et auprès des médias. La mobilisation autour de ce temps fort s'est déroulée en coordination avec nos partenaires internationaux et les coalitions nationales de la CME. Nous avons également un stand à Dakar sur le lieu de la conférence du PME et avons organisé un mini-panel de sensibilisation conjointement avec la COSYDEP, coalition sénégalaise pour l'éducation, en tant que représentants de la société civile des deux pays coprésidents la conférence : France et Sénégal.

### Comment vous êtes-vous mobilisés dans le cadre du G7 en juillet 2019 ?

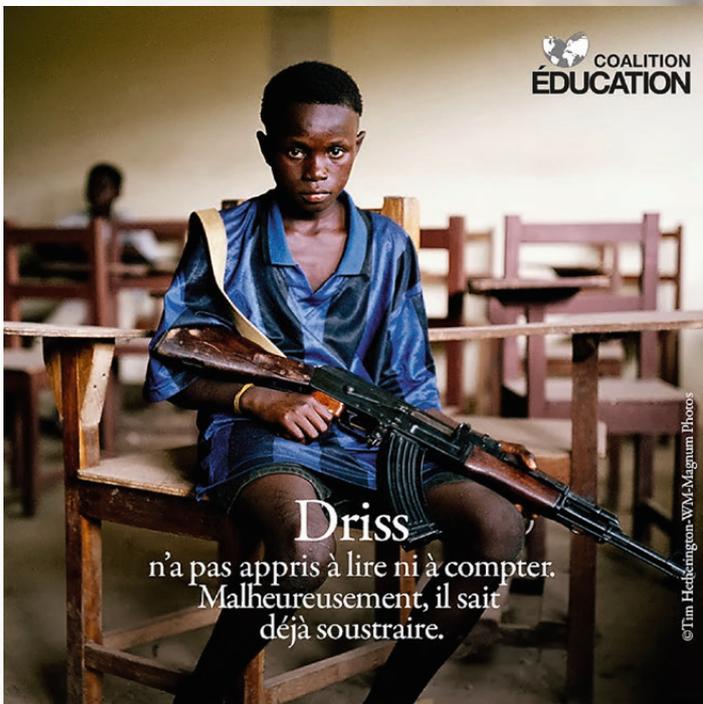
Dans le cadre du G7 en 2019, sous la présidence française, nous avons renforcé notre plaidoyer institutionnel, en utilisant des leviers de mobilisation visant à donner de l'écho à nos messages et influencer les prises de décisions en matière d'éducation. En juillet 2019, nous avons mobilisé les jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Centre via une consultation en ligne et en facilitant leur venue lors de la ministérielle éducation-développement, avec l'appui du ministère des Affaires étrangères. Cela a permis de contribuer à l'engagement de la jeunesse de la sous-région, et à donner de l'écho à leurs messages. Nous avons également mobilisé la société civile internationale, y compris des pays partenaires, pour porter des recommandations conjointes co-signées par une soixantaine d'organisations et réseaux d'organisations du monde entier adressées aux dirigeants du G7.

## Vous adressez-vous aussi au grand public ?

Nous avons sensibilisé et mobilisé le grand public à travers une campagne d'interpellation choc «*Aujourd'hui l'école est finie, mais pour 262 millions d'enfants elle n'a jamais commencé*», diffusée le premier jour des vacances scolaires en France, et le jour de la réunion ministérielle éducation-développement du G7. La campagne a été largement diffusée sur les réseaux sociaux et via des affichages dans le métro tout l'été, avec des images assez dures visant à dénoncer les obstacles à l'éducation dans les pays affectés par les crises et les confronter avec la célébration de la fin des classes en France. Ceci, afin d'interpeller les dirigeants du G7 sur la nécessité d'agir urgemment pour l'éducation.

École Ben Sdira,  
en Tunisie.

Les conflits armés  
privent d'éducation  
plus de 27 millions  
d'enfants dans  
le monde.



## Nos actions



**26** interpellations  
du gouvernement

par les parlementaires ont relayé les messages de la Coalition Éducation concernant les engagements pris par la France, notamment dans le cadre du G7 2019, pour assurer une véritable priorisation des besoins les plus importants et des pays les plus pauvres dans sa politique d'aide à l'éducation.



**200**  
millions d'euros



**48**

parutions médiatiques

y compris dans L'Obs, L'Humanité, France info, le Huffington Post, iD4D, La Croix, France 24, Mediapart.

**657**

jeunes engagés au sein  
d'organisations de jeunesse



de 19 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont répondu à la consultation en ligne sur le G7.



**11** communiqués de presse,  
tribunes, lettres ouvertes  
collectives dont :

*Lettre ouverte à la Banque mondiale et ses bailleurs contre l'utilisation de l'aide au développement pour financer une éducation à but lucratif (octobre 2019), Les preuves face au marketing: rappel des faits vérifiés de façon indépendante sur Bridge International Academy par 113 signataires en tant qu'auteurs collectifs (avril 2018), Lettre ouverte – 88 organisations exhortent la France et les autres investisseurs de Bridge International Academies à cesser leur soutien à l'entreprise (mars 2018), etc.*

# Fédérer et renforcer la société civile française pour au niveau national et international

**Capitaliser les approches innovantes** Les OSC actives dans le champ de la coopération éducative sont nombreuses et riches d'une expertise diversifiée et de grande qualité. Toutefois, le secteur manquait de voix pour être défendu sur le terrain politique. Pour que les priorités identifiées à l'échelle globale dans le cadre de l'ODD 4 soient celles de la France dans le cadre de son aide publique au développement autant que de sa politique d'éducation nationale, l'existence d'une société civile mobilisée et force de propositions était un enjeu de fond majeur, dont la Coalition Éducation s'est saisie. Celle-ci se mobilise pour structurer une société civile engagée autour d'une cause commune : l'éducation inclusive de qualité tout au long de la vie. La Coalition fédère de plus en plus d'organisations depuis son lancement en 2015, avec 20 membres aujourd'hui. Par ailleurs, le volet expertise-terrain de la Coalition Éducation encourage la capitalisation sur les approches innovantes et les expertises opérationnelles des membres, en facilitant le partage d'expérience et en valorisant l'expertise technique des OSC dans le cadre des actions de plaidoyer menées. La Coalition Éducation est le relais français de la Campagne mondiale pour l'éducation, ainsi que d'autres instances de travail internationales.

## Entretien avec **Martin Péricard**

Chef de projet éducation à l'AFD, co-organisateur des Champions de l'éducation (CDE).

**En 2018 a été lancée l'initiative des CDE, conjointement portée par l'AFD et la Coalition Éducation, pouvez-vous expliquer les objectifs de cette initiative ?**

Avec les Champions de l'éducation, l'AFD conjointement avec la Coalition Éducation, veut faciliter la collaboration entre l'ensemble des organisations de la société civile de solidarité internationale impliquées dans l'éducation. L'objectif est d'améliorer le service rendu auprès des populations concernées et renforcer le lien social. Il s'agit donc bien de travailler plus ensemble afin de renforcer les partenariats sur le terrain entre les acteurs de l'éducation. Cette volonté de mieux coordonner les actions s'appuie aussi sur le renforcement de la Coalition Éducation et des actions de ses membres afin de valoriser le plaidoyer sur l'importance de l'éducation.



**Depuis, quatre petits-déjeuners ont été organisés avec la participation d'une trentaine d'OSC, de l'AFD et du MEAE. Quelle est la richesse de ces rencontres ?**

La participation nombreuse et diverse est un indicateur de l'intérêt porté par les pouvoirs publics et la Coalition Éducation. Les thématiques, choisies en commun, permettent de valoriser les expertises des différents participants et d'engager des dialogues féconds. Les Champions de l'éducation sont ainsi un lieu d'échanges et d'apprentissage,

véritable communauté de pratiques entre professionnels du secteur. Enfin, le format court, de 9 heures à 10h30, est apprécié car il permet à chacun de se rencontrer, d'apprendre, de débattre, d'échanger, de boire un café et de poursuivre sa matinée par un autre rendez-vous.

**Quelles sont les attentes concernant ces rencontres pour l'année 2020 et au-delà ?**

Nous allons pouvoir mieux mutualiser certains programmes, comme des ateliers de formation des enseignants ou des appuis aux organisations locales, en mettant à disposition le meilleur des compétences respectives des organisations de la société civile partenaires.

C'est aussi une opportunité pour gagner en expérience et mener des projets en commun comme le démontre le consortium

du programme Compétences pour demain, mené par Solidarité Laïque en partenariat notamment avec Aide et Action.

C'est essentiel car dans toutes les strates de l'action éducative à l'international, auprès de tous les acteurs mais aussi au sein de l'AFD, l'enjeu est de taille et les défis d'importance comme le rappelle la dernière analyse de l'Observatoire de l'aide française à l'éducation dans les pays en développement, « l'urgence d'investir dans l'éducation primaire et secondaire n'a jamais été aussi forte ». Et travailler ensemble n'a jamais été aussi nécessaire.



## Nos actions et nos résultats

- **20 membres** de la Coalition Éducation.
- **26 réunions internes avec les membres** dont Comité de Pilotage, Comité de suivi et de gestion, mise en place du groupe de travail (2018) «Expertise terrain» qui permet de valoriser l'expertise technique des OSC en l'exploitant dans le cadre des actions de plaidoyer menées. Poursuite des groupes de travail Plaidoyer et Communication et mobilisation citoyenne réunissant plusieurs de ses organisations membres, afin de réfléchir à la stratégie du collectif, d'établir des plans d'action et mener des actions collectives. Et création d'un groupe de travail ad hoc Éducation en situation de crise au Sahel.
- **4 petits-déjeuners des Champions de l'éducation rassemblant 39 organisations et plus de 70 participant-e-s** : Un lancement (novembre 2018) trois petits-déjeuners ont été organisés autour des 3 thématiques «Éducation en situation de crise» (mars 2019), «Éducation et protection de l'enfance» (mai 2019) et «Éducation, formation et insertion» (novembre 2019).
- Au niveau international, la Coalition s'inscrit dans le mouvement de la **Campagne mondiale pour l'éducation**, et coordonne son action avec les coalitions d'autres pays : d'une part, les coalitions dites «du nord» dont le mandat est similaire au sien, d'autre part les coalitions dites «du sud» qui portent un plaidoyer pour l'éducation dans leur propre pays et doivent être soutenues dans cet effort. Lors de temps forts internationaux tels que les sommets du G7, du G20, l'ONU, etc. la coordination joue un rôle important. La CE est également membre de la **Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'éducation** (ENACE) et du COPIL du **Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation**. Et elle a coordonné en 2019 le GT Éducation de la Global Task Force du Civil 7. Elle a également un partenariat avec Coordination SUD.
- Participation à **9 réunions** de la société civile française et internationale dont l'AG de la CME à Katmandou (2018), l'organisation d'un atelier de travail avec 50 jeunes militant-e-s d'Afrique de l'Ouest et du Centre à Accra (Ghana, avril 2019), le lancement des Principes d'Abidjan à Abidjan (2019), une réunion stratégique G7 (Lyon en 2019), des réunions de coalitions membres de la CME (Copenhague en 2018 et Berlin en 2019), une réunion SC CME à Dakar en amont de la conférence du PME (février 2018), une réunion interassociations dans le cadre du C7 (juillet 2019) et **15 rendez-vous partenaires**.

## Les comptes de l'exercice

La Coalition Éducation fonctionne pour 46 % de ses ressources sur un financement de l'Agence Française de Développement (AFD).

Le budget de l'exercice 2018-2019, qui a couvert la période s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2019, s'est élevé à 408 k€.

## Les ressources

L'Agence Française de Développement (AFD) a apporté un cofinancement de 171 k€, le montant étant plafonné à 50 % du budget.

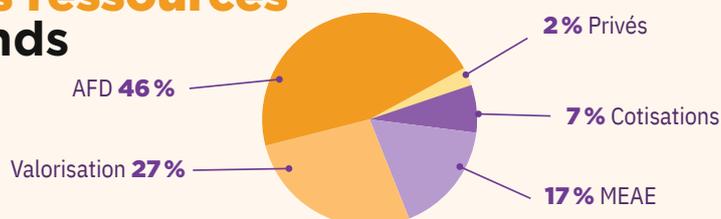
Le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) a apporté un soutien financier de 63 k€ pour l'organisation d'une conférence de haut niveau sur les enjeux de l'éducation

en situation de crise et pour l'organisation d'une consultation sur les enjeux de l'accès à l'éducation auprès de jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les cotisations des membres ont représenté 25 k€.

Les autres fonds privés (**Open Society Foundation**) se sont élevés à 8 k€.

## Répartition des ressources par type de fonds



## Les dépenses

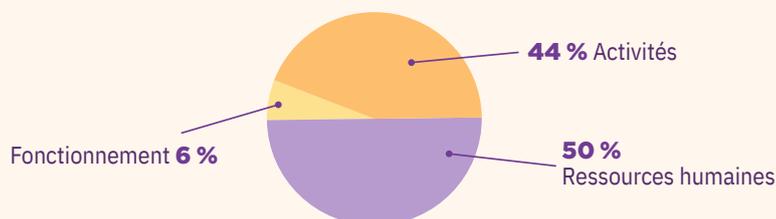
Les dépenses liées aux ressources humaines (RH) ont représenté 50 % du budget de Coalition Éducation.

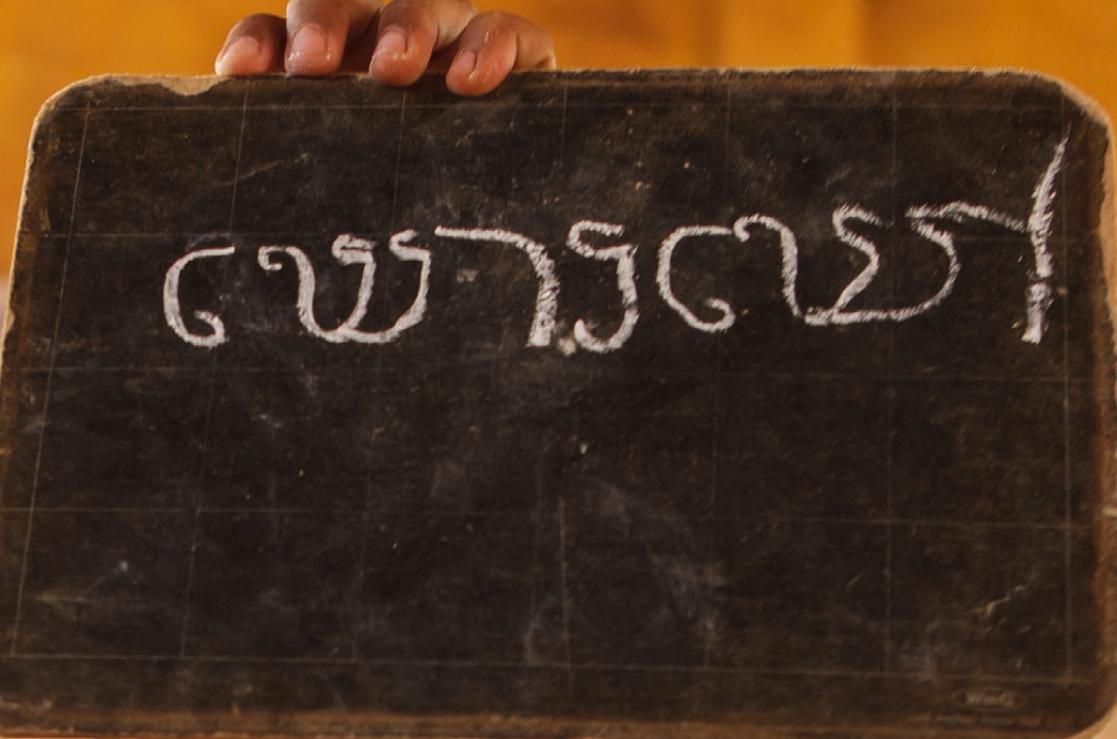
L'effectif était d'une salariée jusqu'à juin 2018 puis deux salariées qui ont porté et mis en œuvre les activités de la Coalition (plaidoyer, rendez-vous, communication, coordination, suivi administratif et financier) avec l'appui des salariés de l'organisation cheffe de file, Solidarité Laïque.

Les frais d'activités et de communication ont représenté 44 % des dépenses et comprennent notamment les déplacements, l'accueil de partenaires, l'organisation d'événements et des services divers (impressions, etc.).

Les charges de fonctionnement ont représenté 6 % des dépenses. L'organisation cheffe de file Solidarité Laïque, qui porte le dossier auprès de l'AFD, est l'employeur et l'hébergeur de l'équipe salariée.

## Répartition des dépenses





### Nos partenaires

#### Les organisations avec lesquelles la Coalition Éducation a travaillé

- Action contre la Faim
- Action Santé Mondiale
- ANCEFA (Africa Network Campaign on Éducation For All)
- Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'éducation
- Campagne mondiale pour l'éducation
- Convergences
- Coordination SUD
- COSYDEP Sénégal
- CSFEF (Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation)
- Education Cannot Wait
- FI Ceméa
- GI-ESCR
- Groupe enfance
- INEE
- Open Society Foundation
- OXFAM France
- Partenariat mondial pour l'éducation
- Right to Education Project
- Solidarité Sida
- Unesco
- UNICEF France

#### Les partenaires publics

- Agence Française de Développement
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



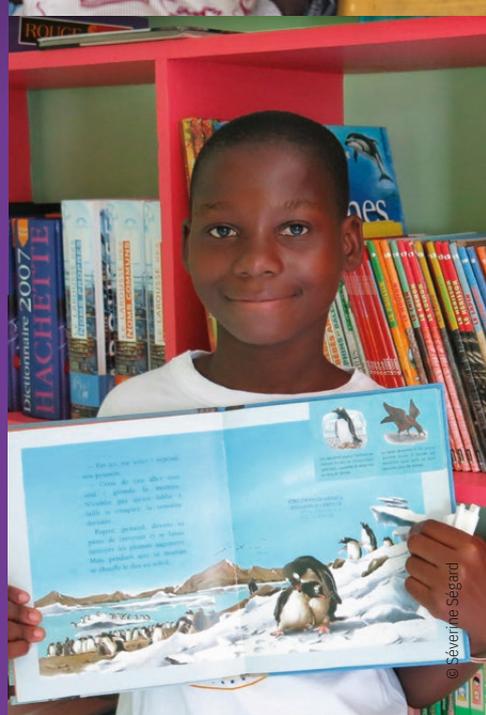
**Coalition Éducation**  
 22, rue Corvisart  
 75013 Paris  
 Tél.: 01 45 35 13 13  
[communication@coalition-education.fr](mailto:communication@coalition-education.fr)

---

**Rejoignez-nous !**

-  Coalition Éducation
-  CoalÉducation
-  Coalition Éducation

Conception et réalisation :  
 Bayard Service - 01 74 31 74 10  
 Imprimerie ITF (Mulsanne 72)



© James Stone/Plan International

Asmae © Corentin Fohlen/Divergence

© Séverine Ségéral

© Régis Bihard

© Anabel Thapa